

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

EDUNIVERSAL

Société anonyme au capital de 1.561.027,80 €
19 boulevard des Nations-Unies – 92190 Meudon
399 207 729 RCS Nanterre

AVIS DE REUNION VALANT CONVOCATION

Chers Actionnaires,
Nous avons l'honneur de vous informer qu'une assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la société EDUNIVERSAL se tiendra le 31 mars 2026 à 11h, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour**A titre ordinaire**

- *Lecture du rapport de gestion établi par le Conseil d'administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;*
- *Lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice écoulé ;*
- *Lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;*
- *Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025 et approbation du montant des dépenses et charges visées par l'article 39-4 du Code général des impôts ;*
- *Affectation du résultat de l'exercice ;*
- *Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;*
- *Quitus aux administrateurs et au directeur général pour leur gestion au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025 ;*
- *Nomination de Monsieur Cyrille MINSO en qualité d'administrateur ;*
- *Nomination de Madame Marion JOURAND BIBARD en qualité d'administrateur ;*

A titre extraordinaire

- *Lecture du rapport du Conseil d'administration sur la partie extraordinaire ;*
- *Lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi en application des articles L. 225-177 du Code de commerce relatif à l'autorisation donnée au Conseil d'administration de procéder à l'émission de stock -options ;*
- *Modification de l'article 9.1 « Forme des titres » des statuts de la Société ;*
- *Modification de l'article 16.6 « Quorum et majorité » des statuts de la Société sous condition suspensive ;*
- *Autorisation et pouvoirs à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer des stock -options à certains salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ;*
- *Délégation de pouvoirs à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce ; suppression du droit préférentiel de souscription des associés ;*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.*

Texte des résolutions**A titre ordinaire**

Première résolution. (*Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025 et approbation du montant des dépenses et charges visées par l'article 39-4 du Code général des impôts*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion établi par le Conseil d'administration sur la situation et l'activité de la Société pendant son exercice clos le 31 mars 2025, et du rapport du Commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission,

approuve les comptes dudit exercice, comprenant le compte de résultat, le bilan et son annexe, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports ;

prend acte, conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, qu'au titre de l'exercice écoulé, aucune charge ou dépense somptuaire, au sens de l'article 39-4 du même code, n'a été engagée et qu'aucun amortissement excédentaire, au sens du même article, n'a été pratiqué.

Deuxième résolution. (*Affectation du résultat de l'exercice*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que l'exercice clos le 31 mars 2025 se solde par un bénéfice net de 846.464 €

approuve la proposition du Conseil d'administration, et

décide d'affecter ce bénéfice intégralement au compte de report à nouveau, qui passe ainsi de (18.506.763) € à (17.660.299) € ;

prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'il n'a pas été versé de dividende au titre des trois derniers exercices.

Troisième résolution. (Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce,

prend acte de ce qu'aucune nouvelle convention n'a été conclue lors de l'exercice clos le 31 mars 2025, et

prend acte de la poursuite des conventions conclues et autorisées antérieurement.

Quatrième résolution. (Quitus aux administrateurs et au directeur général pour leur gestion au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs et au directeur général pour leur gestion au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025.

Cinquième résolution. (Nomination de Monsieur Cyrille MINSO en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

décide de nommer en qualité d'administrateur pour une période de six (6) ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale à tenir dans l'année 2031 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2031 :

- Monsieur Cyrille MINSO YELENGWE, né le 16 novembre 1969 à Douala (Cameroun), de nationalité française, demeurant 1 rue Abel, 75012 Paris ;

Sixième résolution. (Nomination de Madame Marion JOURANDBIBARD en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

décide de nommer en qualité d'administrateur pour une période de six (6) ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale à tenir dans l'année 2031 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2031 :

- Madame Marion JOURANDBIBARD, née le 9 décembre 1986 à L'Hay-les-Roses, de nationalité française, demeurant 42 rue Kersauvage, 56130 Ferel ;

A titre extraordinaire

Septième résolution. (Modification de la date de clôture de l'exercice social ; Modification corrélative des statuts). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

décide de modifier l'article 9.1 « Forme des titres » des statuts de la Société, comme suit :

« Les actions de la Société revêtent exclusivement la forme nominative.

Elles sont inscrites en compte au nom de leur propriétaire conformément aux dispositions des articles L.228-1 et suivants du Code de commerce.

La Société tient un registre des actions nominatives et y inscrit l'identité de chaque actionnaire, ainsi que le nombre d'actions détenues.

Les actions peuvent être inscrites soit au nominatif pur dans les livres de la Société, soit au nominatif administré dans les livres d'un intermédiaire habilité, à la demande de l'actionnaire.

Toute conversion d'actions au nominatif pur vers le nominatif administré, ou inversement, s'effectue conformément à la réglementation en vigueur. »

Huitième résolution. (Modification de l'article 16.6 « Quorum et majorité » des statuts de la Société sous condition suspensive). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

décide, sous condition suspensive de l'autorisation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions à droit de vote double, de modifier l'article 16.6 « Quorum et majorité » des statuts de la Société, comme suit :

« 16.6 Quorum et majorité

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

2. Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

3. *Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée.*

Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance. »

Neuvième résolution. (Autorisation et pouvoirs à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer des stock-options à certains salariés et/ou mandataires sociaux de la Société). — L'assemblée générale, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Conseil d'administration et (ii) du rapport spécial établi par le Commissaire aux comptes conformément à l'article L. 225-177 du Code de commerce, **décide** :

- d'autoriser le Conseil d'administration de la Société à consentir en une ou plusieurs fois, dans les conditions qu'il déterminera, un maximum d'un million deux cent quarante-huit mille huit cent vingt et une (1.248.821) options (le « **Plafond** ») donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions de la Société en application des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du code de commerce, étant précisé que (i) le nombre d'actions qui seront attribuées sur exercice des stock-options aux bénéficiaires dudit plan ne pourra représenter plus de 10% du capital de la Société et (ii) aucune actions sur exercice des stock-options ne pourra être attribuée à un bénéficiaire dudit plan si cette attribution a pour effet de porter sa participation directe au-delà de 10% du capital de la Société ;
- que les actions souscrites au titre des options de souscription d'actions seront constituées d'actions nouvelles de la Société, au bénéfice des membres du personnel salarié ou de certains d'entre eux et/ou des mandataires sociaux visés par la loi, tant de la Société que des entités qui lui sont liées dans les conditions visées à l'article L. 225-180-I-1° du Code de commerce, étant précisé que : (i) chaque option donnera droit à souscrire à une (1) action à émettre dans le cas des options de souscription et (ii) le nombre total des actions pouvant être souscrites sur exercice des options de souscription attribuées et non encore levées ne pourra jamais être supérieur à 10% du capital social ;
- que la présente autorisation emporte de plein droit renonciation expresse par les associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre au fur et à mesure des levées d'options par les bénéficiaires des options de souscription d'actions ;
- que le prix de souscription des actions issues de l'exercice des options sera fixé à 0,20 € ;
- que les options devront être levées par leur bénéficiaire au plus tard le 30 septembre 2029 et seront caduques de plein droit à défaut d'avoir été exercées à l'expiration de ce délai ;
- décide que l'augmentation de capital maximale pouvant résulter de l'exercice de l'intégralité des options de souscription s'élève à 124.882,10 € par émission de 1.248.821 actions ;
- de fixer à trente-huit (38) mois, à compter de ce jour, la durée de la validité de la présente délégation ; et
- de conférer tout pouvoir au Conseil d'administration de la Société, afin de (i) déterminer les termes et conditions d'un règlement de stock-option, (ii) déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que le nombre d'options susceptibles d'être attribuées à chacun d'eux, (iii) fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options et sous lesquelles elles pourront être exercées, les modalités de jouissance, prévoir éventuellement les clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions et procéder à tout avenant ou modification ultérieure des modalités de ces options si nécessaire, (iv) fixer le prix de souscription des actions et décider les conditions dans lesquelles le prix et le nombre des actions pourront être ajustés, (v) fixer la ou les périodes d'exercice des options, (vi) prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant une durée maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux

actions, (vii) de prendre acte de la/des augmentation(s) de capital, et de modifier les statuts en conséquence de l'émission des actions ainsi émises par l'exercice des options de souscription et, plus généralement, (viii) faire dans le cadre de la législation en vigueur, tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire.

Dixième résolution. (Délégation de pouvoirs à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital réservées aux salariés conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce ; suppression du droit préférentiel de souscription des associés). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et en application des dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

délègue ses pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'augmentation du capital social, d'un montant nominal maximum de 1.000 €, par émission d'actions ou de tout autre titre de capital réservés aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents duquel l'article L. 3332-18 du Code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans les conditions équivalentes), qui serait mis en place au sein du groupe constitué par la Société et par toutes sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce (ci-après les « **Salariés du Groupe** ») ;

décide que le prix d'émission des actions nouvelles sera déterminé par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 3332-20 du Code du travail ;

décide que la présente délégation emporte renonciation expresse des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises, au profit des Salariés du Groupe ;

donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment fixer les modalités et conditions des opérations, arrêter les dates et les modalités des émissions qui seront réalisées, fixer le nombre d'actions

nouvelles à émettre et leur date de jouissance, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les modalités de libération des actions et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour réaliser et constater la réalisation des augmentations de capital, accomplir directement ou par un mandataire, toutes formalités consécutives et apporter aux statuts les modifications corrélatives et de manière générale, prendre toutes mesures nécessaires et accords utiles pour la réalisation des augmentations de capital, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

décide que la présente autorisation sera valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée.

Onzième résolution. (*Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités*). — L'assemblée générale **donne** tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

FORMALITES PREALABLES POUR PARTICIPER A L'ASSEMBLEE GENERALE

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette assemblée, soit en y assistant personnellement, soit en votant par correspondance, soit en s'y faisant représenter.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, seuls seront admis à participer à l'assemblée les actionnaires qui justifieront de leur qualité par l'enregistrement comptable des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit régulièrement pour leur compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, à savoir le 27 mars 2026, à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

Pour les actionnaires au porteur, ce sont les intermédiaires habilités qui tiennent les comptes de titres au porteur qui justifient directement de la qualité d'actionnaire de leurs clients par la production d'une attestation de participation qu'ils annexent au formulaire unique de vote à distance ou par procuration, ou à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Si un actionnaire au porteur souhaite participer physiquement à l'assemblée et n'a pas reçu sa carte d'admission le 26 mars 2026, il devra demander à son intermédiaire financier de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire le 27 mars 2026 pour être admis à l'assemblée.

Seuls les actionnaires justifiant ainsi de la propriété de leurs actions pourront participer à l'assemblée.

A défaut de pouvoir assister personnellement à cette assemblée, tout actionnaire peut :

- soit remettre une procuration à son conjoint, au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, à un autre actionnaire ou à toute personne physique ou morale de son choix,
- soit adresser à la Société une procuration sans indication de mandataire et donner pouvoir au Président,
- soit adresser à la Société un formulaire de vote par correspondance.

Il est rappelé que, conformément aux textes en vigueur :

- les actionnaires peuvent obtenir le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sur simple demande adressée par lettre simple à la Société, auprès du service juridique, à l'adresse du siège social de la Société ou par courrier électronique à l'adresse email : infoactionnaires@eduniversal.com. Cette demande ne pourra être satisfaite que si elle est reçue à cette adresse six (6) jours calendaires au moins avant la date de l'assemblée, soit le 25 mars 2026 ;
- les votes par correspondance ou par procuration sans indication de mandataire ne pourront être pris en compte que si les formulaires dûment remplis et signés parviennent auprès du service juridique au siège de la Société susvisé au plus tard le quatrième jour précédant l'assemblée, soit le 27 mars 2026.
- L'actionnaire, lorsqu'il a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé une carte d'admission ou une attestation de participation, peut choisir un autre mode de participation sous réserve que sa nouvelle instruction parvienne auprès du service juridique au siège de la Société susvisé au plus tard le quatrième jour précédant la date de l'assemblée, soit le 27 mars 2026, à zéro heure, heure de Paris. Les précédentes instructions reçues sont alors révoquées.
- L'actionnaire peut céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, à savoir le 27 mars 2026, à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifiera la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmettra les informations nécessaires ;

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour doivent parvenir à la Société au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'assemblée générale, soit le 6 mars 2026, au siège social (19 boulevard des Nations-Unies – 92190 Meudon) par lettre recommandée avec accusé de réception. Les demandes des actionnaires doivent être motivées et accompagnées d'une attestation d'inscription en compte justifiant la détention de la fraction du capital prévue par les dispositions légales et réglementaires applicables. L'examen par l'assemblée générale desdits projets de résolutions déposés par les actionnaires dans les conditions ci-dessus est subordonné à la transmission par les auteurs de la demande, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à savoir le 27 mars 2026, à zéro heure, heure de Paris, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres à leur nom.

Les actionnaires peuvent, poser des questions écrites à la Société à compter de la présente publication. Ces questions doivent être adressées au Président du Conseil d'administration au siège social de la Société, par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le 25 mars 2026. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués aux assemblées générales, seront tenus dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires au siège social et pourront être consultés sur le site de la Société : <https://eduniversal-ranking.com/investors-eduniversal.html>

Veillez agréer, Cher Actionnaire, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Conseil d'administration